

# L'UDC EXPLIQUÉE AUX VAUDOIS

Un ami du canton de Vaud me signale qu'à l'occasion des récentes élections fédérales, un texte que j'avais écrit il y a quelques années et qui se donnait pour but d'expliquer ce qu'est l'UDC aux Français a été ressorti inopinément des tiroirs. Par qui ? Par une mère de famille soucieuse de convaincre son fils de ne pas voter pour le parti blochérien. Fort bien. J'ignore si cela a fait effet mais c'est bien là tout le succès que j'aurais pu souhaiter à ma modeste bafouille. Le fils en question, non content d'avoir une mère de si bon conseil, alla demander leur opinion à quelques personnalités bien connues parmi ce que le pays de Vaud compte comme meilleures têtes pensantes. Ceci étant dit sans la moindre ironie car je tiens en haute estime chacun des messieurs qui ont été amenés à se prononcer sur le fond de mon article, certains sans d'ailleurs savoir que j'en étais l'auteur. A leur demande, je ne les nommerai pas ici.

J'avais écrit ce petit texte en 2007 à l'attention de certains de mes amis français actifs dans les milieux dits nationaux et qui, par ignorance des affaires suisses, pensaient voir en l'UDC un allié. De l'extérieur, sous influence des médias français, ils voyaient un parti de résistance patriotique et anti-européenne là où je ne vois quant à moi qu'un rassemblement disparate mené par des hommes dévoués avant tout au milieu bancaire et à la grande industrie. Un parti qui, lors des dernières élections, a aligné un budget de campagne supérieur à ceux de tous les autres partis réunis. Un parti qui, tout en agitant l'opinion contre l'accord UBS (UBS qui, rappelons-le, subventionne l'ensemble des partis bourgeois) et en le dénonçant comme ingérence américaine, l'a tacitement soutenu au Parlement et a contribué à le faire adopter. Un parti qui, tout en prétendant défendre, par pur électoralisme, le modèle de la famille traditionnelle et le rôle de la maternité, propose dans son récent programme sur l'instruction publique de supprimer le travail à temps partiel des institutrices. Un parti qui s'engage, dans son programme 2011-2015, à « *assouplir le droit du bail au profit du libre jeu du marché* », à « *procéder à de nouvelles diminutions des prestations de l'assurance chômage* » et à réformer l'assurance maladie « *dans le sens de l'économie de marché* »... Voilà, entre autres faits d'armes, une ou deux choses que je retiens de l'UDC.

Il y aurait eu sans doute, dans mon texte, quelques nuances supplémentaires à faire, je m'en aperçois en le relisant quatre ans plus tard. Ainsi, par exemple, je dois bien admettre que ma condamnation de l'initiative pour le renvoi des criminels étrangers était un peu sommaire, et que malgré les quelques problèmes d'application que pouvait poser ladite initiative, elle était sans doute salutaire. J'ai fini d'ailleurs, un peu à contrecœur mais par esprit civique, par soutenir dans les urnes cette proposition, qui était, jusqu'à présent, la seule susceptible de donner à notre pays les moyens de se défendre face à un état d'insécurité de plus en plus préoccupant. Ceci dit, s'il m'arrive de temps à autre de cautionner telle ou telle proposition précise émanant de ce parti (essentiellement en matière d'asile et de sécurité), je ne retire pas un mot à ma critique : l'UDC est un parti bourgeois favorable à la déréglementation économique et au libre échange, un parti qui cautionne les inégalités sociales, un parti qui tapine pour les puissances d'argent en baratinant la Suisse populaire, grimé derrière un discours conservateur séduisant qui cache de plus en plus mal le substrat affairiste et ultralibéral de ceux qui tiennent les rennes du mouvement. Et c'est à la fois mon patriotisme et mes convictions sociales qui me poussent à dénoncer ce mensonge, cet énorme malentendu par lequel de trop nombreux Suisses sont amenés à jouer contre leurs propres intérêts.

Celui qui, parmi les Vaudois auxquels a été soumis mon texte, a réagi avec le plus de véhémence et manifesté le plus grand désaccord est certainement M. B., auteur de nombreux ouvrages. Je précise d'entrée de jeu qu'il est toujours délicat, pour un jeune écrivain, de répondre à un écrivain plus âgé

sans donner l'impression désagréable de l'arrogance juvénile et de l'irrespect. Ces sentiments sont loin de moi, d'autant que M. B., que j'ai rencontré une fois et avec lequel j'ai tout de même quelques opinions en commun malgré des désaccords significatifs sur d'autres points, m'a laissé l'impression d'un homme très respectable, engagé tout entier dans le combat qui est le sien, et qui a fait sciemment le choix d'un travail intellectuel peu rémunérateur mais sincère. Mais la modestie qui doit être la mienne à l'égard d'un auteur plus chevronné et d'un homme qui aurait presque l'âge d'être mon grand-père ne m'empêchera pas toutefois de rectifier les erreurs d'interprétation que M. B. commet dans son texte ainsi que les accusations injustes et tout à fait inappropriées qu'il porte contre moi.

Si je reprends ses termes, je serais selon lui un « *pharisien* », un agent du « *socialo-internationalisme* » manigançant en Suisse à la façon d'une « *cinquième colonne* », et en plus de cela un représentant de « *l'intelligentsia suisse bien pensante* ». Ce dernier reproche est particulièrement incongru me concernant : ceux qui m'ont lu et qui ont suivi mon parcours peuvent témoigner que j'ai toujours fait les choix les moins opportunistes et les plus risqués, que j'avais toutes les cartes en main pour me faire une place au chaud dans le monde universitaire et que, par mes écrits, mes prises de position et mes engagements dans la cité, je me suis fermé de nombreuses portes, me rendant définitivement infréquentable aux yeux de ceux qui constituent actuellement l'intelligentsia romande. Un peu comme M. B., non ?

Ce dernier qualifie le « *socialo-internationalisme* » (qu'il appelle aussi ailleurs l'« *inter-nazisme* ») dont je serais l'indigne représentant comme étant « *la victoire de l'idéologie du totalitarisme introduite par la mue gramscienne du communisme international* ». Le génie de Gramsci, c'est d'avoir compris que celui qui l'emporterait dans les luttes idéologiques des temps modernes serait celui qui ferait passer les termes de sa doctrine du terrain politique au terrain culturel. Si par "mue gramscienne" M. B. entend le processus par lequel le matérialisme étroit du socialisme d'origine s'est peu à peu transformé en un type moderne de propagande fondé sur la culture de masse et ce qu'on appelle aujourd'hui le *soft power*, je répondrais que le libéralisme a bien mieux réussi sa mue gramscienne. Il suffit pour s'en rendre compte d'allumer la télévision, de regarder les dernières productions hollywoodiennes, de feuilleter un magazine à la mode ou d'écouter ce qui sort en tête des hit-parades : les valeurs (ou anti-valeurs) du libéralisme triomphant s'étalent à longueur de pages, de films, de chansons et autres messages omniprésents dans notre environnement. Ces valeurs ne sont pas les miennes et je doute qu'elles soient celles de M. B. : elles s'appellent consumérisme, marchandisation, mondialisation, acculturation, indistinction égalitariste, métissage suprémaciste, hédonisme forcené, jeunisme spontanéiste, relativisme dogmatique, crétinisme satisfait. M. B. pense-t-il que ce sont là des valeurs socialistes ?

De toute évidence, M. B. n'a pas compris mon texte, ou il a du moins décidé de n'en retenir que ce qui pouvait favoriser sa propre thèse. Peut-être est-ce de ma faute, peut-être n'ai-je pas été suffisamment clair – je suis bien obligé de me poser la question en réalisant à quel point, dans sa réponse, mon contradicteur nous parle en fait *de tout autre chose*. J'ai eu l'impression en le lisant que sa réaction était moins dictée par les impératifs d'une analyse rationnelle que par un enchaînement de réflexes et d'automatismes à partir de quelques éléments pêchés dans mon texte qui lui permettaient de rebondir en faisant l'économie de toute perspective d'ensemble. Ainsi je suis coupable à ses yeux de deux crimes fondamentaux : je m'oppose à l'UDC et je défends une certaine forme de socialisme. Jusque là c'est tout à fait exact et je plaide volontiers coupable. Mais c'est ensuite que ça dérape. Du fait que je me reconnais comme socialiste, M. B. m'associe *automatiquement* au totalitarisme qui s'est paré historiquement de ce nom ainsi qu'à l'internationalisme qui en a été le corollaire. Du fait que je condamne l'UDC, je suis *automatiquement* un ennemi de la souveraineté suisse, un agent de l'étranger au service de « *l'Etatisme mondialiste qui domine aujourd'hui la planète* ». Il y a quelque chose de manichéen

(au sens dévoyé du terme) dans la vision très binaire sur laquelle il s'appuie pour me catégoriser de la sorte.

M. B. donne la définition suivante, assez correcte à mon avis, des lignes directrices de l'UDC : « *a) une certaine conception assez traditionnelle de la Suisse, indépendante et neutre ; b) les principes économiques du marché libre* ». Ne voit-il vraiment aucune contradiction entre ces deux points ? Le libre échangeisme n'est-il pas justement aujourd'hui la force de dissolution la plus redoutable pour les nations, les particularismes et les modes de vie traditionnels, en Suisse comme partout ailleurs dans le monde ? Si je m'oppose vigoureusement au point *b*, c'est bien parce que le point *a* me tient particulièrement à cœur. Je ne peux croire à un parti qui prétend défendre notre identité par les voies du marché, c'est là une proposition qui défie tout sens commun. Le "national-libéralisme" est un oxymore monstrueux, une construction politique schizophrénique qui, pour aboutir à quelque chose, est forcée de renier radicalement la moitié de ce qu'elle est. Or, il est très prévisible que ce que l'UDC reniera, ce n'est pas sa confiance aveugle dans les mécanismes du capitalisme autorégulé, mais bien plutôt son vœu de souveraineté nationale et de défense identitaire. Déjà, dans les instances dirigeantes du parti, plusieurs grands patrons nous chantent les vertus de la libre circulation...

Comme preuve de ma soumission au politiquement correct, M. B. écrit que lorsque je parle de Blocher, « *la comparaison avec Le Pen est considérée par notre auteur comme totalement infâmante* ». Bien sûr que cette comparaison est totalement infâmante : elle est infâmante... pour Le Pen ! Mon propos n'est pas de défendre ce dernier, comme je l'expliquais dans mon texte de 2007, mais de ne pas mettre tout le monde dans le même panier comme le font ceux qui, sans se préoccuper aucunement d'examiner les positions sociales et économiques des uns et des autres, qualifient automatiquement d'extrême droite tout ce qui entend mettre un frein à l'immigration ou rappeler l'existence du concept de nation. Car enfin, il suffit de comparer les programmes de l'UDC et du FN pour réaliser que leurs démarches ne sont pas les mêmes, surtout depuis l'évolution du lepénisme de ces vingt dernières années. Il suffit, par exemple, d'écouter s'exprimer Marine Le Pen au cours la campagne présidentielle dans laquelle elle est engagée en ce moment pour s'apercevoir que M. Blocher ferait figure à côté d'elle de sarkoziste. Je n'ai pas d'avis définitif sur Mme Le Pen mais il semble, du moins si on prend pour argent comptant ce qu'elle affirme, qu'elle se fasse l'écho d'une sensibilité sociale grandissante au sein de son parti. L'UDC est ultralibérale, le FN ne l'est pas : il ne me semble pas que ce soit là un point de détail. Je le redis une fois encore : l'UDC, c'est l'UMP des Suisses, le secret bancaire en plus et l'europhilie en moins !

Il y a, entre M. B. et moi, un vrai malentendu. Je conçois qu'il ne soit pas d'accord avec moi mais je suis aussi obligé de convenir, en le lisant, que nous sommes tout de même souvent d'accord ! Ainsi, il écrit la chose suivante :

« *Ce qui se passe en Suisse est l'alignement sournois, à tous les niveaux, du pays avec le monde environnant : a) les lois suisses sont alignées progressivement sur celles de l'Union européenne ; b) l'armée suisse s'aligne de plus en plus sur les normes de l'OTAN ; c) maintenant le franc suisse est aligné sur l'euro. On cherche à s'aligner, aux dépens de la volonté démocratiquement de plus en plus forte de la grande majorité de la population suisse, sur la puissance mondialiste socialo-internationale totalement dominante. [...] Dans cette idéologie, dont nous sommes environnés de tous côtés, toute défense de l'héritage confessionnel, culturel et patriotique est visé comme l'ennemi.* »

A l'exception du terme "socialo-international" qui, je l'ai dit, me semble impropre (je parlerais au contraire de capitalisme international), je souscris entièrement à cette vision des choses. Et je dirais même plus : le problème mis en lumière par M. B. est un de ceux qui me préoccupe au plus haut point et pour la résolution duquel il convient que se rassemblent toutes les bonnes volontés. Seulement, je ne vois pas derrière le mondialisme destructeur l'hydre du socialisme et je ne vois pas

non plus dans l'UDC l'incarnation de la résistance nationale qui nous préservera de ce mondialisme. Ce sont là les deux points fondamentaux de notre désaccord.

Le reste du texte de M. B. relève hélas en grande partie du procès d'intention. Parce que j'ai écrit que l'UDC instrumentalisait les problèmes liés à l'asile et à l'immigration pour créer des polémiques détournant l'attention du public d'autres types de problèmes (comme les problèmes sociaux), il en déduit que les problèmes d'immigration sont pour moi des problèmes imaginaires. Ai-je jamais dit cela ? N'ai-je pas suffisamment dit, à de nombreuses tribunes, ce que je pensais par exemple de la stratégie patronale qui consiste à opposer des travailleurs du monde entier sur un même marché national afin de créer, par l'entremise d'une concurrence déloyale et de mécanismes de dumping, une situation d'exploitation ? En prenant position sur la question de l'immigration du travail et du problème des frontaliers, ne me suis-je pas suffisamment signalé à la vindicte des mondialistes de droite et de gauche ? M. B. écrit : « *L'auteur de cet article est parfaitement favorable – comme l'est toute l'idéologie socialo-internationaliste actuelle – au multiculturalisme.* » Mais où a-t-il donc lu ça ? Quelle phrase a-t-elle bien pu lui laisser penser cela alors que je ne dis pas un mot du multiculturalisme dans ce texte ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que la tactique offensive de M. B. est assez déroutante.

Peut-être s'agit-il au fond, du moins en partie, d'un conflit de générations. M. B. est très manifestement un homme de droite ; il croit donc qu'il y a, dans les forces de droite comme dans celles de gauche (auxquelles il m'associe), une cohérence interne suffisamment solide pour que ce clivage conserve toute sa signification. Il voit dans le "socialo-internationalisme" une forme cohérente de malversation comme il voit dans le "national-capitalisme" de l'UDC une forme tout aussi cohérente de défense contre cette malversation. Dans l'un comme dans l'autre, je ne vois quant à moi que de la contradiction, dans les termes comme dans les réalités qu'ils recouvrent. J'essaie d'échapper à la vieille dichotomie gauche-droite non pas par envie de créer un « *brouillage intellectuel* » comme le pense M. B. mais parce que, concrètement, cette dichotomie n'a plus lieu d'être, ce que reconnaît un nombre croissant de nos concitoyens et ce qui explique leur désaffection grandissante lorsqu'il s'agit de s'engager dans les rangs des partis traditionnels, à gauche comme à droite.

Ma compréhension politique de la société est transversale, ce que certains de mes amis ont pu exprimer (la formule vaut ce qu'elle vaut) par la devise "Gauche du travail, Droite des valeurs", soit le point de rencontre entre une vision progressiste de la question sociale et une vision conservatrice, voire réactionnaire, de la question sociétale (par sociétal j'entends l'ensemble de ce qui touche aux mœurs et à la culture). Ce n'est pas là un assemblage d'éléments contradictoires, c'est la synthèse de principes qui se complètent l'un l'autre. Ce point de rencontre, c'est l'intérêt populaire, c'est le refus de la conception libérale du monde, conception dont découle ce mondialisme contre lequel nous avons à nous battre. Il me semble que cela relève d'une analyse de base, mais selon M. B., je cherche à tromper mon monde « *en affichant la nuance et la modération (c'est-à-dire en semant la confusion)* ». N'évoluant pas dans l'univers totalitaire au sein duquel on aimerait me ranger, je n'ai aucune raison d'associer la nuance et la modération, deux vertus intellectuelles précieuses, à quelque forme de confusion que ce soit. Le doute fait-il si peur ? M. B. considère que mon analyse est « *un modèle dans l'art de rendre confus même les esprits les plus attentifs* » et il écrit : « *On renverse ainsi tous les concepts politiques habituels. On a à faire ici à ce que j'appelle des concepts bâtards.* » C'est précisément cela ! Renverser tous les concepts politiques habituels, c'est le moins qu'on puisse faire pour tenter de comprendre le monde ! Du fait des changements survenus dans la société au cours des dernières décennies, il est indispensable d'adapter ses grilles de lecture sous peine de partir au front avec une guerre de retard – et si pour cela il faut construire des "concepts bâtards", allons-y gaiement !

M. D., président d'une association vaudoise qui m'a fait l'honneur il y a quelques années de m'inviter à une conférence, écrit :

« *M. L'Epée a raison de rappeler à ses amis français que la situation de la Suisse est très particulière et qu'à trop simplifier pour trouver des motifs de compagnonnage idéologique, on s'éloigne de la réalité au point de ne plus rien y comprendre. Cela dit, M. B. a raison de rectifier comme il le fait. La condamnation de l'UDC par M. L'Epée est beaucoup trop radicale.* »

Il explique ensuite que c'est tout de même à ce parti que nous devons de ne pas être entrés, en 1992, dans l'Espace économique européen, et que pour cela, « *on lui doit au moins la reconnaissance du ventre* ». Je dois bien convenir qu'à l'époque, alors qu'une majorité romande était encore europhile – du fait notamment que le projet européen n'avait pas pris encore le goût mortifère qu'il a aujourd'hui – Blocher a sans doute joué un rôle déterminant pour nous éviter de tomber dans cette ornière. Mais en 2012, à l'heure où la question européenne ne constitue plus un facteur de *röstigraben*, que les Romands sont largement eurosceptiques et que le peuple suisse, avec ou sans l'UDC, est désormais déterminé à refuser toutes les avances de Bruxelles, est-il toujours temps de tresser des lauriers à M. Blocher ? La "reconnaissance du ventre" du Suisse moyen pour la bedaine du milliardaire est difficile à admettre, et s'il est vrai que ledit milliardaire nous a tirés d'un mauvais pas il y a vingt ans, il n'a pas plus droit à notre reconnaissance éternelle que le maréchal Pétain après sa victoire de Verdun... La comparaison s'arrête là mais il n'y a jamais loin du Capitole à la Roche Tarpéienne et il arrive que la Roche Tarpéienne soit méritée.

M. D. se souvient avoir entendu M. Blocher dire : « *Comme entrepreneur je suis favorable à la libre circulation, comme patriote j'y suis opposé* ». Toute la contradiction de l'UDC se résume dans cet aveu et je ne pourrai jamais donner ma confiance à un parti qui pratique un tel double discours et qui entretient continuellement des ambiguïtés sur des questions si fondamentales. M. D., fidèle à l'idéal de l'association qu'il préside, en conclut à « *l'impossibilité de conduire jusqu'au bout une politique réaliste quand on est un parti démocratique* ». Son collègue M. R., membre de la même association, donne une autre explication, qui me semble tout à fait juste : « *Le libéralisme de Blocher, que L'Epée critique depuis la gauche et moi depuis la droite, pose problème. Impossible d'être vraiment souverainiste quand on est pour le libre échange économique* ». C'est exactement là que se situe le nœud de la contradiction.

M. R. pense, à raison, que M. B. fait erreur en me qualifiant de "socialo-internationaliste" et il écrit : « *L'Epée est un souverainiste de gauche (une espèce assez rare il est vrai).* » L'étiquette, puisqu'il en faut bien une, me convient, à condition de comprendre le terme de "gauche" comme synonyme de "socialisme", ce qui n'est pas le cas historiquement mais est compris ainsi dans le langage commun.

Mon ami Benoit Comte, le plus jeune de tous les Vaudois ayant pris position dans cette polémique, est aussi celui qui connaît le mieux mes opinions sur la question et qui m'a certainement le mieux compris. Il s'insurge de ce que ceux qui sont précédemment intervenus dans ce débat par lettres interposées me suspectent de socialisme, ne parvenant quant à lui à me caser ni dans « *les socialistes historiques pré-marxistes, [ni dans] le socialisme scientifique [ni dans] le point de vue du Parti Socialiste actuel* ». Il préfère me rattacher à l'héritage du Cercle Proudhon, soit une des rares tentatives historiques de réconciliation, sur des bases nationales, du syndicalisme révolutionnaire avec la partie la plus anti-bourgeoise de la droite réactionnaire. Le parallèle est flatteur, immérité sans doute, anachronique certainement, mais ça n'en reste pas moins une très belle référence et ce serait mentir que de dire que les thèses du Cercle Proudhon, de Georges Sorel ou d'Edouard Berth n'ont pas influé sur ma vision de la société. Seulement, je maintiens que cela, c'est encore du socialisme – et du meilleur tonneau !

Et puisque Benoit me tend la perche avec cette comparaison sympathique, je conclurai mon propos en citant un passage des *Méfais des Intellectuels* d'Edouard Berth (un des membres fondateurs du Cercle Proudhon) en espérant réconcilier ainsi mes audaces socialistes avec l'amour de la tradition et les convictions chrétiennes de mes contradicteurs :

*« Le sentiment socialiste, sentiment artificiel, j'entends par là élaboré par la culture, fleur ultime de notre civilisation occidentale, et qui n'est que le sentiment de la grandeur historique attachée à la mission de la classe ouvrière moderne, est intérieurement tout nourri par la culture classique et la tradition chrétienne, en ce sens que cet appétit de grandeur historique que laisse le contact avec la cité antique et cet appétit de sublime moral que laisse l'éducation chrétienne, passant dans l'aspiration socialiste, en forment la sève secrète et véritable ; et qu'ainsi il n'y a pas contradiction, mais collaboration, entre la Tradition et la Révolution, celle-ci se proposant non pas de détruire pour détruire, non pas de dissoudre pour dissoudre, mais d'ajouter quelque chose au capital humain en conservant ce qui est acquis à l'histoire et ce qu'on peut regarder comme les cadres éternels de la culture. »*

*David L'Epée*